



A Neuilly-sur-Marne, un tract l'accusant faussement d'être « anti-musulman » met une cible dans le dos d'un directeur d'école

Devant l'inaction de l'Éducation nationale plusieurs fois alertée depuis mardi 23 avril du danger qui pèse sur ce directeur et son école, Action & Démocratie saisit le Premier ministre.

Paris, le 28 avril 2024 – Depuis une semaine, le directeur de l'école élémentaire André Chénier de Neuilly-sur-Marne est **visé par des tracts haineux** émanant d'un obscur « *Comité de défense de l'école publique de Neuilly-sur-Marne* » qui ciblent Nicolas Bourez, figure pourtant très appréciée de ce quartier sensible du 93, en l'accusant d'avoir « une obsession anti-musulman ».

A l'origine de ces tensions, la **décision du Conseil d'école** d'adopter la tenue commune dans le cadre d'une expérimentation souhaitée par le président de la République et le Premier ministre. Le directeur d'école est alors devenu la cible des opposants à cette décision qui ont concentré leurs attaques sur sa personne bien qu'elle ait été prise démocratiquement et que l'expérimentation de la tenue commune bénéficie du large soutien des parents d'élèves et de la municipalité de Neuilly-sur-Marne.

Faire circuler contre un directeur d'école l'accusation fallacieuse d'être « anti-musulman » dans un quartier qui a été le théâtre de violentes émeutes particulièrement destructrices il y a quelques mois est d'autant plus irresponsable que nul ne peut désormais ignorer l'effet qu'elle peut produire sur les plus déséquilibrés et radicalisés.

.../...

... /...

Malgré deux alertes aux autorités compétentes les 23 et 24 avril dernier, y compris à la rectrice de l'académie de Créteil et au cabinet de la ministre de l'Éducation nationale, aucune réponse n'a été donnée à Nicolas Bourez et aucune mesure n'a été prise pour garantir sa sécurité ainsi que celle des 240 enfants et des personnels de l'école André Chénier. Tout se passe depuis une semaine comme si l'Éducation nationale n'avait rien appris du calvaire de Samuel Paty : le mensonge, la rumeur, la cabale et finalement l'assassinat.

Action & Démocratie condamne avec la plus grande vigueur ces accusations fallacieuses et dangereuses. **Leurs auteurs devront en répondre.**

Le danger qui pèse désormais sur l'école André Chénier et sur la personne de Nicolas Bourez doit être pris au sérieux par les autorités compétentes. Nous ne pouvons tolérer une nouvelle tragédie en raison du « pas de vague », du silence complice et de l'inaction d'une institution dont les personnels ont déjà payé un trop lourd tribut à de telles lâchetés.

Action & Démocratie CFE-CGC demande enfin au Premier ministre Gabriel Attal, qui a sans doute évalué **les risques inhérents au lancement de l'expérimentation de la tenue commune à l'école**, de préciser quelles sont **les mesures de soutien qu'il a prévues pour accompagner l'engagement des équipes sur le terrain.** En effet, l'affaire de Neuilly-sur-Marne, où plusieurs directeurs d'école ont dû subir des pressions que nous avons signalées dès le 4 mars à la ministre chargée de l'éducation nationale et de la jeunesse, mais aussi la situation de nombreux établissements qui ont été contraints de se retirer de l'expérimentation malgré un soutien des parents d'élèves consultés, montre que c'est là un vrai sujet.

Action & Démocratie CFE-CGC se tient résolument aux côtés de Nicolas Bourez comme de tous ceux qui font vivre l'école de la République au quotidien. **Il est temps de protéger nos enseignants et de garantir à nos élèves un environnement sûr non plus seulement par des paroles, mais bien par des actes.**